



Déclaration du Gouvernement des Pays-Bas

Bram Van Ojik, Director of the Department for Social Development, Ministry of Foreign Affairs

Mesdames, Messieurs,

C'est avec plaisir que je prononce ces quelques mots au nom du Ministre des Affaires européennes et de la Coopération internationale des Pays-Bas à l'occasion de la Conférence pour les annonces de contributions en faveur du Partenariat mondial pour l'éducation.

Les Pays-Bas font partie des pays fondateurs du Partenariat mondial pour l'éducation. Cela remonte à la tenue d'une conférence en avril 2002, conjointement avec la Banque mondiale, qui a donné lieu à la création de l'Initiative pour une mise en œuvre accélérée du Programme Éducation pour tous (Initiative FTI).

Cette conférence de 2002 s'est déroulée alors que notre Parlement souhaitait vivement augmenter la part de l'éducation dans l'aide néerlandaise au développement. Par conséquent, l'investissement dans le domaine de l'éducation a fortement progressé. Selon le Rapport mondial de suivi de l'UNESCO, notre pays a été le quatrième bailleur de fonds dans ce secteur au cours des dix dernières années et le deuxième en ce qui concerne l'éducation de base. Nous sommes fiers d'avoir contribué aux remarquables progrès enregistrés au titre du deuxième OMD.

L'Initiative FTI a bénéficié de l'augmentation du financement en faveur de l'éducation, car nous adhérons totalement à sa philosophie consistant à soutenir des plans d'éducation crédibles, en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux et d'autres donateurs. Les Pays-Bas ont versé 470 millions de dollars à l'Initiative FTI. Avec presque 25 % du financement total disponible, nous restons le bailleur de fonds le plus important. Les Pays-Bas ont aussi participé

activement à l'évolution de l'Initiative FTI vers sa forme actuelle de partenariat. Notre pays assurait la fonction de coprésident lorsque l'Initiative FTI disposait encore d'un comité directeur et nous avons été les premiers à accepter le rôle d'organe de supervision à la place de la Banque mondiale. Actuellement, nous faisons partie du Conseil d'administration et du Comité consultatif financier au nom d'un groupe de pays comprenant la Belgique, le Luxembourg et la Suisse.

Cependant, la politique d'aide hollandaise a changé. Bien que les Pays-Bas s'engagent toujours à consacrer 0,7 % de son PIB à l'aide au développement, nous devons faire face à d'importantes coupes budgétaires et nous donnons un degré de priorité moins élevé à l'éducation au profit de la sécurité alimentaire, de la question de l'eau, de la paix et de la stabilité, de la santé sexuelle et génésique et des droits y afférents. Cela ne signifie bien sûr pas que nous allons interrompre tous nos investissements en faveur de l'éducation : nous serons simplement moins axés sur l'éducation de base et nous réduirons le nombre de pays avec lesquels nous avons un programme d'éducation bilatéral. À cet égard, nous accordons énormément d'importance au Partenariat mondial pour l'éducation. En tant que fonds mondial pour l'éducation, il peut jouer un rôle essentiel pour combler le déficit de financement qui apparaîtra peut-être lorsque les Pays-Bas se retireront de plusieurs pays partenaires.

Nous sommes donc heureux de nous engager à verser 120 millions d'euros pour la période 2011-2014. Au taux de change actuel, cela représente environ 40 millions de dollars par an.